

LE TEMPS

SSR Dimanche 18 avril 2010

Faut-il dépolitiser la SSR?

Par Bernard Wuthrich, Berne

Pour la première fois, le choix du nouveau directeur général ne sera pas soumis au Conseil fédéral pour approbation. Profil recherché: un manager, bon connaisseur des médias et disposant d'un solide réseau de relations

Tous trois démocrates-chrétiens, [Leo Schürmann](#), Antonio Riva et [Armin Walpen](#) avaient été élus directeurs de [la SSR](#) après consultation du Conseil fédéral. Pour la première fois, la désignation du nouveau directeur, prévue le 18 mai, ne devra pas être approuvée par le gouvernement. Le conseil d'administration fera seul son choix, qu'il soumettra ensuite pour approbation à [l'assemblée des délégués](#). «Ce sera le premier test des nouveaux statuts de la SSR», note le conseiller aux Etats [Filippo Lombardi \(PDC/TI\)](#), par ailleurs président de [TéléSuisse, l'association des télévisions régionales](#).

Un test, surtout, pour savoir dans quelle mesure [le conseil d'administration](#) parviendra à dépolitiser le poste de directeur général. L'annonce des candidatures de [l'ex-conseillère fédérale Ruth Metzler](#), qui a fait savoir entre-temps qu'elle n'était pas en lice, et du [conseiller national Filippo Leutenegger \(PLR/ZH\)](#) a réactualisé cette question.

Le directeur général

Il est vrai que le poste, selon le profil publié par le conseil d'administration, requiert une «expérience éprouvée de la vie politique nationale». Mais cela ne veut pas dire que le successeur d'Armin Walpen doit venir du sérail politique. «C'est une évidence. Je me suis sèchement opposé à la perspective de voir Ruth Metzler ou Filippo Leutenegger obtenir ce job», souligne [le président du PS, Christian Levrat](#). «J'ai été surpris lorsque j'ai entendu prononcer le nom de Ruth Metzler», ajoute Filippo Lombardi. «Ce poste ne doit pas être politique, mais celui qui l'occupe ne doit pas être un ignare en politique», ajoute [le radical Jean-René Germanier](#).

«La SSR est régulièrement sous le feu de la critique et des revendications. Il faut une personne qui soit à l'aise dans les tous les milieux, politiques, médiatiques, économiques. Le fait de disposer d'un réseau est un atout. Mais, si l'appartenance politique ne joue aucun rôle, elle n'est pas non plus interdite. Il faut toutefois qu'elle ne soit pas si marquée de manière à nuire à la crédibilité du service public», résume de son côté, [Jean-Bernard Münch, le président du conseil d'administration](#).

Il faut un manager, clament les observateurs de tous les partis. «La direction de la SSR est un poste d'entrepreneur. Celui qui l'occupe a la tâche de gérer une très grande entreprise tournée vers les technologies du futur», insiste [le secrétaire général de l'UDC, Martin Baltisser](#). «Il faut un professionnel de la branche», renchérit Christian Levrat, qui précise: «Mais un média particulier comme la SSR doit être dirigé par quelqu'un qui a conscience de son rôle social, culturel et politique.»

Les observateurs attendent le futur patron sur un point précis: défendra-t-il une hausse de la

redevance pour apporter de l'argent frais à l'entreprise ou voudra-t-il plutôt lancer un vaste programme d'économies? La direction actuelle s'exprimera sur les perspectives financières de la SSR le 27 avril.

Le cas Filippo Leutenegger

Et qu'en est-il de Filippo Leutenegger? L'ancien animateur de [l'émission Arena](#) a quitté la TV alémanique, dont il était le rédacteur en chef, en 2002. Il a alors repris la direction du [groupe Jean Frey SA](#), éditeur de [la Weltwoche](#). Depuis 2007, il préside le conseil d'administration des [éditions Neue-Ideen.ch](#), qui publie un magazine spécialisé dans l'immobilier.

Il a clairement une expérience de manager et connaît très bien le monde des médias. Mais on lui reproche des idées trop marquées. Sous sa houlette, la Weltwoche s'est profilée comme un journal proche de la droite nationaliste. Au parlement, ses positions flirtent souvent avec celles de l'UDC. «Nous avons effectivement une certaine proximité avec lui. Il a une bonne sensibilité politique et une bonne connaissance des médias», dit de lui Martin Baltisser. «Un candidat comme lui ne serait admissible que s'il parvient à se débarrasser de son passé politique pour redevenir journaliste. C'est une question d'indépendance personnelle», ajoute Filippo Lombardi. Pour Christian Levrat, Filippo Leutenegger n'entre pas en ligne de compte.

Le conseil d'administration

Tous les partis souhaitent qu'un manager au bénéfice d'une expérience des médias succède à Armin Walpen. Plusieurs noms ont circulé, sans que l'on sache vraiment s'ils sont candidats ou non. Tel est par exemple le cas de [Hans-Peter Rohner](#), directeur de [PubliGroupe](#). Ou encore de l'ancien patron de Swisscom, Jens Alder. [Ou du directeur de l'OFCOM et possible joker, Martin Dumermuth. Quant à Tibère Adler, directeur d'Edipresse \(actionnaire du Temps à 44,7%\), il a fait savoir ce week-end qu'il n'était plus dans la course.](#)

Quelle que soit la décision du conseil d'administration, le choix du nouveau directeur général ne pourra pas être découplé de celui du nouveau président. Le conseil d'administration est élu jusqu'à fin 2011. Il est probable que Jean-Bernard Münch, et peut-être d'autres membres également, se retire pour cette échéance. Il faudra sans doute, à ce moment-là, assurer un équilibre entre le président et le directeur général. «Mais cet équilibrage sera plus linguistique que politique», pronostique Jean-Bernard Münch.

Cela dit, le conseil d'administration de la SSR, contrairement aux CFF et à La Poste, est resté très politique. Trois de ses neuf membres sont radicaux, deux sont démocrates-chrétiens, deux socialistes, un autre est un UDC passé au PBD. La dernière est une consultante spécialisée dans les médias. L'UDC revendique d'ores et déjà d'être «mieux représentée», plaide Martin Baltisser. Mais ne serait-il pas préférable de dépolitiser le conseil? Ce dernier admet que ce serait «envisageable». Jean-René Germanier aussi: «Lorsqu'on cherche le consensus entre les partis, on risque de se priver des meilleures compétences», dit-il. Christian Levrat se montre plus prudent. «On a déjà renforcé le poids du conseil d'administration de la SSR au détriment des entités régionales. Et il n'y a pas de lien étroit entre les membres du conseil et les partis», relève-t-il. «Ces personnes sont d'anciens politiciens. Mais c'est vrai: ce serait bien d'avoir des gens qui ont une plus grande expérience économique», concède Filippo Lombardi.

Cela dit, le conseil d'administration de la SSR est une savante alchimie. Quatre membres sont les présidents des sociétés régionales, élus par celles-ci. Cela assure «la représentation des diverses sensibilités et cultures», note Jean-Bernard Münch. Le président et deux membres sont désignés par

l'assemblée des délégués. En fin de compte, c'est le Conseil fédéral, qui peut, en nommant les deux derniers membres, procéder au rééquilibrage politique en cas de besoin.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA